

ASÉ PLÉRÉ ANNOU LITÉ

Journal pour la formation, l'organisation et l'union du peuple martiniquais sous la direction de la classe ouvrière.

Mensuel - n° 399 - Novembre 2020 - 1,50 €

RÉDACTION - ADMINISTRATION

8, rue Pierre et Marie Curie
Terres Sainville
97200 FORT DE FRANCE
MARTINIQUE
© 05 96 63 75 23
e-mail : journ.apal@orange.fr

Directeur de la publication : Marie-Hélène Léotin
Impression : Toniprint Imprimerie - 185 Angle rue
Maurice Bishop - Sainte Thérèse - Fort-de-France
Commission Paritaire 0919 G 85335

Septembre 1870 : La trace et la mission

En cette année 2020, déjà marquée par les différentes actions visant à remettre en cause la présence des statues et des symboles de la domination coloniale dans notre pays, on a vu l'ampleur des manifestations développées par diverses associations et organisations, (Union de Régale, l'UFM, Culture Égalité, ADPKM, la nouvelle municipalité de Rivière Pilote, Nou Matinitjé, Oliwon Lakarayib sur les réseaux sociaux, et d'autres encore), les émissions de Radio Apal, RLDM, entre autres, ainsi que les divers comptes rendus et émissions de la presse audiovisuelle, et puis encore la manifestation organisée par la CTM au Polygone Desclieux, ainsi que la cérémonie de dévoilement de la plaque «Ex Rue du Puits», premier site inaugurant le parcours «Sur les Traces des Insurgés» au Marin, en association avec le programme habituellement mis en place depuis un certain nombre d'années par Gloryé Septanm 70.

Toutes ces manifestations ont témoigné des avancées incontestables de la conscience de soi du peuple martiniquais. Cela signifie que nous sommes de mieux en mieux capables de comprendre le sens fondamental de la trace et de la mission que nous ont laissées les insurgés de Septembre 1870.

Cette lumière de la conscience, qui éclaire le présent, et donne son sens au passé, est le résultat d'une montée en puissance, réalisée sur une cinquantaine d'années. Elle a commencé avec l'engagement des jeunes militants de années soixante-dix, un siècle après les événements de Septembre 1870, dans la trace ouverte par Armand Nicolas, elle s'est poursuivie au fil du temps par l'exploration historique, anthropologique et sociologique, par l'expression littéraire, théâtrale, cinématographique, radiophonique, artistique et culturelle, par l'action associative et éducative, par le militantisme politique, tant sur le plan organisationnel que sur le plan institutionnel, (Municipalités, Espace Sud, et CTM).

Tout cela montre qu'après la prise de conscience de la date historique du 22 Mai, c'est le peuple martiniquais dans son ensemble qui accède maintenant à la compréhension de la portée majeure des événements de 1870 dans la construction de l'être martiniquais. Il s'agit en effet d'une insurrection qui a concerné sept communes du Sud, avec l'incendie de dizaines d'habitations sucrières pendant six jours et six nuits, qui a mis en mouvement des milliers d'insurgés, réclamant la justice, formulant le projet d'une république martiniquaise, parlant de confisquer les grandes propriétés et de redistribuer la terre aux paysans pauvres, et même de débarrasser le pays des blancs racistes. Au bout d'une semaine, les insurgés ont connu la défaite, parce qu'ils avaient en face d'eux à ce moment-là le gouvernement colonial et les forces armées, mais aussi le système judiciaire et l'institution religieuse. Ils ont ensuite fait l'objet d'une répression sans merci avec les procès, les condamnations à mort, les déportations au bagne, les condamnations par contumace pour ceux qui avaient réussi à fuir.

Mais leur victoire réside dans le fait que la trace qu'ils ont laissée est devenue ineffaçable. Pour la faire revivre, il suffisait que la conscience s'éveille pour commencer à l'explorer, pour révéler progressivement la nature révolutionnaire des revendications formulées, pour mettre en évidence le niveau de conscience très avancé de nombre de ses dirigeants, et singulièrement celui des femmes engagées dans la lutte à différents niveaux.

Et ce qui est en train de se produire maintenant, c'est l'accomplissement de la mission qui incombe désormais à notre présent : la construction et la consolidation de l'unité du peuple martiniquais. L'importance de la trace laissée par les insurgés nous fait comme une obligation de regarder dans la même direction, même si tous n'empruntent pas les mêmes chemins.

Nous avons connaissance de la trace laissée par le passé, et nous savons quelle est la mission du présent, alors tâchons de regarder l'avenir avec confiance.

Le comité de rédaction

Lapokosion sé manman félisité



La Martinique vient de subir une grave crise sanitaire avec une grosse épidémie, qui nous a montré que nous n'étions pas prêts pour ce type de situation. Notre pays est aussi confronté à d'autres risques majeurs : tremblements de terre, cyclones, tsunamis, éruption volcanique. Que devons-nous faire pour nous préparer au cas où nous aurions à vivre une de ces catastrophes?

C'est autour de ces questions que Radio APAL a organisé une conférence-débat «Kabéché», Samedi 27 Juin 2020, au restaurant Ô Porte d'Afrique. Nous publions l'intervention d'Albéric Marcellin, président de l'Université Populaire et de la Prévention.

Page 3

Elections aux Etats-Unis : contexte et bilan

SOMMAIRE

Les paradoxes de la question de l'eau en Martinique

La distribution d'eau potable a été au-devant de l'actualité au cours du carême 2020, particulièrement sec. Nombre d'abonnés ont subi des coupures allant sur plusieurs semaines, précisément dans le centre et le sud. Se posent de multiples questions.

Page 2

Ki divini lang kréyol-la Matinik ?

Radio APAL a organisé le Samedi 24 Octobre 2020 un «Kabéché» autour de la question «Ki divini lang kréyol-la Matinik?» avec comme intervenants Robert Nazaire, Georges Dru et Edmond Mondésir. Nous vous présentons ici l'intervention d'Edmond Mondésir.

Page 4

Afro-descendants : Chez les «invisibles» de l'Argentine

Exclus d'une société qui se veut traditionnellement «blanche», les Afro-Argentins peinent à faire entendre leur voix. Nous publions un reportage du journal «Jeune Afrique» au cœur d'une communauté qui lutte pour son histoire et sa dignité.

Page 7



Les élections présidentielles aux Etats-Unis se sont déroulées, nous avons voulu à la fois présenter le contexte électoral aux Etats-Unis et aussi exposer la logique de la politique de Trump et de la fraction de l'oligarchie étatsunienne qui le soutient.

Page 6

Les paradoxes de la question de l'eau en Martinique

La distribution d'eau potable a été au-devant de l'actualité au cours du carême 2020, particulièrement sec. Nombre d'abonnés ont subi des coupures allant sur plusieurs semaines, précisément dans le centre et le sud. Se posent de multiples questions.

Il se trouve que la question de l'eau se présente en Martinique sous la forme de divers paradoxes, dont les trois principaux reviennent comme un leitmotiv dans les questionnements de tous. Pourquoi, alors que la pluviométrie est de nature à assurer pendant une partie de l'année une ressource suffisamment abondante pour couvrir en théorie les besoins, les mois de sécheresse et le carême quelquefois rigoureux ont-ils un tel impact, au point qu'une partie de la population ne soit plus alimentée dans divers secteurs. Comment se fait-il que la Martinique, qui a une superficie globale d'une dimension relativement maîtrisable, se trouve livrée à tant d'opérateurs pour le traitement et la distribution de l'eau, alors que manifestement une gestion centralisée serait certainement plus efficace pour le traitement de ces questions. Et enfin, pourquoi l'entretien des réseaux et la mise en œuvre des équipements supplémentaires servant à stocker et à relayer les faibles pressions, révèlent souvent des défaillances.

La grande question demeure donc de savoir comment dépasser les aléas historiques et les contradictions politiques, qui compte tenu du parcours institutionnel de la Martinique, n'ont pas jusqu'ici permis que soit exercée une gestion plus responsable et plus efficace de l'eau en Martinique.

C'est dans la perspective d'avoir les éléments permettant d'éclairer ces paradoxes que nous avons interrogé Guylène de Lépine, présidente, et Charles Virassamy, 4ème vice-président de l'Association pour la Protection de la Nature et de l'Environnement en Martinique.

APAL : Quelles sont les sources d'eau disponibles en Martinique ?

APNE : La Martinique dispose de 161 rivières dont 7 peuvent nous fournir de l'eau au robinet, après traitement. Ces rivières sont alimentées et maintenues en état, grâce à la forêt hygrophile (Pitons du Carbet, Montagne Pelée, massifs boisés de Colson, la Médaille et du Morne Rouge...).

Les sources sont, elles aussi, nombreuses, environ 43, mais leurs eaux pas directement consommables par l'homme.

APAL : Comment sont organisées la gestion et la distribution de la ressource en eau ?

APNE : Celle-ci n'existe pas réellement. En période de pluies, l'eau coule en quantité abondante et va directement à la mer, sans aucune gestion particulière. Il faudra réaliser des retenues sur le lit des rivières ou sur les berges en préservant 20% de la ressource pour assurer la continuité écologique.

Sur la côte Caraïbe : Les retenues collinaires devront être multipliées. Les forages en bordure de rivières peuvent être exploités. Par contre, dans le sud, il faudra être prudent pour éviter que «le remède ne soit plus mauvais que le mal». En effet l'eau du sous-sol remonte par capillarité au niveau des racines et protège la végétation en place. Il ne faut surtout pas rompre cet équilibre. L'organisation de la distribution de l'eau sur le territoire est un «millefeuille» ! Personne n'y comprend rien.

Il y a un enchevêtrement des compétences qui empêchent une organisation rationnelle de la production, de la distribution et de l'entretien. Voici quelques exemples :

- L'usine de Vivé, au Lorrain, appartient à la CTM et est gérée par la SMDS qui vend l'eau produite à la SME qui, elle, la revend, en partie, à la CACEM. Les canalisations sont la

d'origine russe. Ils ont un diamètre de 535 mm, sont en fonte et posés sur de la vase salée, depuis plus de soixante ans. La durée de vie d'un tuyau en fonte est de 40 ans environ... Dans le sud, ils sont âgés de 40 ans. Donc tout le réseau est à refaire. Les fuites sont dues à la mauvaise qualité du réseau ! Pour les personnes qui habitent dans les «hauteurs», il faut mettre des surpresseurs en place pour affronter les périodes de carême. Pendant le reste de l'année, lorsque les réservoirs sont pleins, l'eau arrive par gravité depuis le réservoir de charge. Les abonnés payent 0,30 euros par m3 sur leurs factures pour assurer l'entretien et le remplacement des tuyaux.

Malheureusement les salaires et charges sociales, trop importants, ont obéré de façon durable le fonctionnement financier des 3 fermiers (SME, ODYSSI, SMDS).



propriété de la CTM, jusqu'à Cosmy !

- De Cosmy au Robert les installations appartiennent à Cap-Nord.

- Sur les 12 communes du sud c'est de la compétence de l'Espace Sud, qui dispose de 2 usines (Rivière blanche et Directoire) et la distribution de l'eau est gérée par la SME.

- Sur le territoire de la CACEM, (Fort-de-France, Lamentin, Saint-Joseph, Schoelcher), c'est elle qui est propriétaire de ses canalisations, de 2 usines (La Durand et Didier), de différents captages et c'est ODYSSI qui gère la distribution.

- Les 18 communes du nord dépendent de CAP-NORD et la distribution de l'eau est gérée par la SME.

De tout cet imbroglio politico-juridico-administratif découlent des problèmes inextricables.

APAL : Pourquoi y-a-t-il tant de coupures d'eau et pourquoi certains quartiers restent-ils des fois plusieurs semaines sans eau ?

APNE : Sur Fort-de-France, les tuyaux sont

incapables d'assurer une capacité d'auto-financement qui aurait pu leur permettre d'emprunter. Aujourd'hui elles ont perdu toute crédibilité. Or, C'est aux communautés de communes qu'il appartient de faire ce travail d'entretien et de rénovation du réseau et des usines.

APAL : Comment faire des réserves d'eau pour les périodes difficiles ?

APNE : Il faudrait :

- créer des retenues sur les berges et sur les cours d'eau,

- procéder à une gestion opérationnelle de la ressource,

- subventionner des citernes pour les particuliers...

Voilà quelques pistes à explorer. Il faut aussi y ajouter la discipline des consommateurs : Ne pas laver sa voiture, ne pas arroser ses plantes et laver le sol avec l'eau courante en période de sécheresse...

APAL : Que faudrait-il faire pour résoudre toutes ces difficultés ?

APNE : Il faut créer une entité unique pour gérer les réseaux, les usines, les captages...

avec un conseil d'administration composé de :

- 5 élus ayant des pouvoirs égaux,

- 5 représentants d'associations écologistes et de consommateurs agréés,

- 5 personnalités qualifiées,

Il faut enlever aux 3 communautés de

communes cette compétence car les régies ou les offices sont les «succursales» des partis

politiques. C'est à cause de cela que nous sommes dans cette fâcheuse situation !

Le financement pourra être assuré par l'Europe

à 85% et à 15% sur fonds propres. Mais les

15% représentent environ 50 millions d'euros

que les 3 EPCI n'ont pas.

APAL : N'y aurait-il pas des dispositions particulières à prendre, sachant que nous sommes dans une zone à risque pour les séismes, les ouragans, etc... ?

APNE : Nos réservoirs ne sont pas antisismiques et risqueront d'avoir des fissures. Les tuyaux anciens vont se disloquer et se fendre, la situation sera alors catastrophique.

Il faut de l'anticipation et se prémunir contre les conséquences fâcheuses de ce type de phénomènes. Les tuyaux nouveaux devront être souples et déformables (PEHD). Des citernes en métal peuvent être montées rapidement (comme à Sainte-Lucie).

Mais c'est surtout le risque de graves infections de l'eau qui devra inquiéter ! Même nos actuelles canalisations et nos réseaux ne sont pas à l'abri de ce risque !

Quelles sont nos réserves ?

Que ferions-nous si nous étions brusquement frappés ?

Sommes-nous prêts à affronter de telles situations ?

La réponse est NON !

APAL : quelles solutions faut-il mettre en place ?

APNE : Il faut mettre en place rapidement une seule unité de production et de gestion de l'eau. En attendant que la CTM obtienne une habilitation EAU et que l'on supprime cette compétence aux 3 communautés de communes par un amendement à la loi

NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), des conventions devront être passées entre l'organisme unique, les 3 communautés de communes et la CTM.

Il faudra une dévolution des biens meubles et immeubles en faveur de cet organisme unique (office, régie ou syndicat). Il faudra surtout que cet organisme soit en mesure d'avoir une capacité d'auto-financement de

40 à 60 millions d'euros afin de bénéficier des subventions européennes et d'un

préfinancement par une banque sur du long terme. Le réseau sera remis en état sur 5 ou

10 ans pour lui permettre d'atteindre un taux de rendement de 75 à 80%. Il faudra aussi

que les 3 000 personnes qui n'ont pas de compteurs et qui ne paient donc pas l'eau, en

soient dotées. ■

Pour mieux connaître notre histoire, pour le rétablissement de la vérité historique

Depuis le 1er Septembre 2020, radio APAL propose dans sa grille d'émissions plusieurs rendez-vous afin de mieux connaître notre histoire.

- Le procès de Christophe Colomb (réalisé par le Cercle Frantz Fanon) est diffusé le Lundi à 10h00, le Jeudi à 20h00 et le Samedi à 15h00

- La contre-histoire des Amériques (sur la véritable histoire des Amériques) est diffusée le Mardi à 11h00, 17h00 et 21h00

- An Tililet (sur l'histoire de la Martinique) est diffusé le Mardi à 16h00, le Mercredi à 10h00 et le Samedi à 10h00

Radio APAL : 94.9 / 107.8 / www.radioapal.com

Lapokosion sé manman félicité

Que devons-nous faire pour nous préparer au cas où notre pays doit subir une catastrophe naturelle ?

La Martinique vient de subir une grave crise sanitaire avec une grosse épidémie, qui nous a montré que nous n'étions pas prêts pour ce type de situation. Notre pays est aussi confronté à d'autres risques majeurs : tremblements de terre, cyclones, tsunamis, éruption volcanique. Que devons-nous faire pour nous préparer au cas où nous aurions à vivre une de ces catastrophes ?

C'est autour de ces questions que Radio APAL a organisé une conférence-débat «Kabéché», Samedi 27 Juin 2020, au restaurant Ô Porte d'Afrique.

Nous publions l'intervention d'Albéric Marcellin, président de l'Université Populaire et de la Prévention.



Allez ! "Bwa pou nou alé ! " disent-ils ! On recommence tout comme avant, on remet en place tous les standards des modèles économiques qui ont justement conduit à ce désastre international : la compétition ou la compétitivité entre les nations. On met des rustines partout alors que pour aller plus loin, plus haut et plus fort, il faut des pneus, des chambres à air et des braquets costaux en tenant compte de l'état psychologique de notre peuple, post Covid.

Et le tourisme dans tout ça ?

Cela me semble être un secteur économique dans l'impasse aujourd'hui. Des efforts de communication ont été mis en place. Des aides et du soutien au secteur sont mis en place par le gouvernement, la CTM, le CMT et puis paff !! La presse Française sans investigations de terrain s'appuie sur l'arrivée des 15 médecins Cubains dans notre pays pour expliquer que leur présence serait due à un regain de l'épidémie alors que nous sommes en zone verte.

Le mal est fait, le touriste hexagonal malgré tous les efforts de communication ira goûter l'air pur ailleurs.

On nous dit souvent que les cas d'infection constatés seraient des cas importés. Il faut donc saluer l'investissement militant de tous ces acteurs qui ont été vilipendés. L'histoire retiendra qu'ils ont eu raison avant tout le monde. Il faut le dire car après eux beaucoup de pays ont fermé leurs frontières, un temps. 14 décès dus au COVID 19 est une petite catastrophe sanitaire.

Beaucoup de questions sont encore sans réponse sur la manière dont cette crise a été gérée en Martinique :

- La communication de crise et sa perception par la population notamment les mesures barrières en pays tropical, l'absence du créole, du langage pour les sourds muets et malentendants.

- La réserve de matériels de crise sur notre

territoire (masques, gants, gel hydro alcoolique, les cercueils pour la gestion des décédés massifs, respirateurs artificiels, etc.)

- Parlons-en, le stock de comprimés d'iode et de masques conformes pour protéger la population d'un accident nucléaire

- La contribution des cliniques privées dans

la gestion de crise

- La connexion opérationnelle entre le SDIS, l'ARS, le SAMU

- Les attermolements de certaines municipalités à actionner leurs plans communaux de sauvegarde

- Les options du ministère de l'outre-mer

- Nos compatriotes exilés sur la planète et désireux de vivre la crise auprès de leurs familles au pays

- Le rôle de la CTM, de Cap nord, de la CACEM, de l'espace sud

- La lenteur de certains CCAS face à l'isolement des personnes âgées et des personnes isolées

- Le mode d'implication de la grande distribution et la flambée des prix des produits de première nécessité dans cette pandémie bouleversante

- La continuité des services publics et notamment l'épineuse questions des PCA (plan de continuité d'activité)

- Le désarroi des officiants des pompes funèbres sans protocole précis, ce qui déclencha le droit de retrait au service de thanatologie du CHU....

Beaucoup de questions qui devraient selon moi faire l'objet de ce que l'on appelle un Retex (un retour d'expérience) une sorte de " gran sanblé" de tous les acteurs qui ont géré cette crise. L'objectif c'est de tirer tous les enseignements en positif et en négatif de cette gestion de crise pour se préparer au mieux à une autre crise à venir, quelle qu'en soit l'origine : naturelle, anthropique, industrielle, technologique ou sanitaire à nouveau.

Que non ! Tout le monde semble satisfait de cette gestion de crise.

Personne ne propose de Retex. En tout cas l'université populaire et de la prévention le réclame à cors et à cris.

Faut-il préciser qu'une commission d'enquête parlementaire convoque notamment 3 ministres de la santé qui sont venus, ont prêté serment et se sont placés sous les feux

des questions têtues des parlementaires. En France, un rapport émis par les pompiers dénonce au vitriol la gestion de crise Coronavirus.

A l'aune d'une saison cyclonique annoncée comme très active la Martinique serait-elle prête à y faire face ?

Pas sûr.

Nous avons aujourd'hui une situation " Mi figue, mi ti nain". On peut considérer que 50 % de la population a résisté aux assauts du virus infernal. 50 % de la population " An ba dlo ! "

D'ailleurs les cabinets de psychologie sont pleins à craquer. Beaucoup de gens redoutent de sortir pour vaquer à l'exercice normal de leurs conditions de vie. Des salariés privilégient le télétravail et redoutent de prendre le transport collectif. Certains disent même avoir peur de travailler dans la climatisation. Bref, le stress post traumatique est là et ruine les âmes.

Donc, il faut aider ces personnes à reprendre goût à la vie, les rassurer, les accompagner et voilà que les météorologues nous annoncent une saison cyclonique mouvementée.

La sécheresse bat son plein, les sargasses polluent le littoral et le sable du Sahara vient s'ajouter à l'ambiance Corona en amont des phénomènes cycloniques majeurs. Il faut donc en matière de sécurité civile faire la passerelle entre CORONA et futur ouragan.

Pas simple ! La clef est entre les mains de chacun d'entre nous, les citoyens. Un ouragan violent du type IRMA par exemple peut causer des dommages multiformes et nous plonger dans un désarroi économique et social de longue portée. Il faut faire le BILAN Corona impérativement pour mieux préparer les plus fragiles à se relever et à se préparer au pire d'un cyclone dévastateur

En conclusion ?

L'année 2020 risque d'être celle de tous les dangers!

Avec courage, détermination et clairvoyance, il nous faut ensemble regarder les dangers et les risques qui nous menacent avec pragmatisme et avec responsabilité. Disons-le, réduire les risques par l'éducation sera toujours moins coûteux que d'apprendre par une tragédie " (Citation de Max MAYFIELD)

La Martinique est entrée dans l'ère de la société du risque perceptible. Nous n'avons pas le choix, il faut l'unité et la concorde pour protéger les plus faibles d'entre nous. Le coronavirus les a fait apparaître au grand jour et par milliers. ■

«Le régime colonial tire sa légitimité de la force et à aucun moment n'essaie de ruser avec cette nature des choses. Chaque statue, celle de Faidherbe ou de Lyautey, de Bugeaud ou du sergent Blandan, tous ces conquistadors juchés sur le sol colonial n'arrêtent pas de signifier une seule et même chose : «Nous sommes ici par la force des baïonnettes...».

Frantz Fanon / les damnés de la terre

Ki divini lang kréyol-la Matinik ?

Radio APAL a organisé le Samedi 24 Octobre 2020 un «Kabéché» autour de la question «Ki divini lang kréyol-la Matinik?» avec comme intervenants Robert Nazaire, Georges Dru et Edmond Mondésir. Nous vous présentons ici l'intervention d'Edmond Mondésir.

«Bonjour à tous ceux qui nous écoutent, bonjour à tous ceux qui sont avec nous autour de cette table. La question est «Ki divini lang kréyol-la ?» c'est une invitation à faire le point pour savoir où en est aujourd'hui la langue créole, à quelle étape de son parcours historique se trouve-t-elle.

Je me souviens très bien de ce moment où, en 1970, dans le cadre d'une rencontre des responsables des sections de l'Association Générale des Etudiants martiniquais (AGEM), qui se tenait à Toulouse, nous avons ensemble pris la décision d'utiliser exclusivement le créole dans nos réunions. Cette décision faisait suite à un certain nombre de résolutions qui avaient été prises dans le cadre du Congrès de l'AGEM à Montpellier en 1969. Cela me donne donc la possibilité, à partir de ce coup d'œil rétrospectif, de mesurer le chemin parcouru.

Ma première remarque concernera le fait que nous nous exprimons aujourd'hui, dans le cadre de ce «Kabéché», sur les ondes de Radio Apal qui a commencé à émettre en 1981, cela fait donc 39 ans, en choisissant de réaliser toutes ses émissions en créole. Et voilà juste en face de moi Michel Nédan qui en est le directeur, et qui anime en ce moment cette émission. C'est là, il faut en convenir, l'expression d'une avancée qui s'est maintenue et développée dans le temps. Mon regard se porte maintenant sur Robert Nazaire, qui vient de nous faire un compte rendu détaillé sur tout le cheminement qui a débouché sur la formation de maîtres, avec la mise en place de dispositions pour pratiquer l'enseignement méthodique et organisé du créole dans les écoles. Certes, il reste sans aucun doute beaucoup à faire encore en ce domaine, mais son intervention a mis en lumière la détermination et la persévérance de toutes ces personnes qui, à des degrés et à des postes divers, ont agi, et continuent d'agir pour faire progresser cette question de l'enseignement du créole à l'école.

Et dans ses propos, nous avons retenu que cela a commencé, «d'une façon un peu non officielle», selon son expression, pour finir par s'imposer à travers des textes régissant progressivement les modalités de cet enseignement du créole. Le voilà à la retraite maintenant, ce qui ne signifie pas la fin de son engagement personnel pour le développement de l'étude et de la pratique du créole, mais il note, dans sa conclusion, qu'un chemin a été tracé, et qu'il s'agit maintenant de le prolonger par la généralisation officielle de cet enseignement.

Et maintenant, je me tourne vers Jude Duranty, il a déjà fait beaucoup de choses pour la défense et l'illustration du créole à travers ses écrits, et tout particulièrement la rubrique des «Kréolad» qu'il a développée dans le Magazine «Antilla», ainsi qu'à travers toutes les autres productions qu'il a pu réaliser. Il symbolise ici à mes yeux tout ce mouvement de création de production d'œuvres qui se développe de manière dynamique depuis un certain nombre d'années.

Lorsque l'on se réfère aux premiers moments, dans lesquels il s'agissait d'affirmer que le créole était une langue comme toute autre, et que l'on voit aujourd'hui, parmi d'autres démarches, le grand nombre d'initiatives qui se sont développées pour la «dictée créole», on peut dire, pour répondre à la

question «Ki divini lang kréyol-la ?» que les nouvelles sont bonnes, même s'il reste encore beaucoup à faire, et, que dans un autre sens, celui de l'avenir, celui de ce qui est à venir, il subsiste certaines interrogations.

Mais précisément, lorsque je vois à côté de Jude Duranty, le président de «Sanblaj pou fè kréyol lékol», en la personne de Jean-Claude Louis-Sydney, je suis persuadé que c'est parce que cette association était parfaitement consciente de la nécessité de faire face à ces interrogations, qu'elle a mis en œuvre, depuis plus d'une dizaine d'années maintenant, un travail particulièrement assidu et multiforme pour faire avancer les choses. Par leurs diverses interventions, aussi bien dans les écoles, que dans différentes associa-



tions, dans certaines municipalités, ou des établissements, comme des Ehpad, par l'organisation de divers rallyes, des échanges, des conférences, des concours, ils mettent en œuvre des actions qui contribuent à mettre en lumière, toutes les dimensions culturelles de la langue créole.

Et à ce propos, je voudrais vous faire part du sentiment de satisfaction que j'ai ressenti, il y a deux ou trois jours, lorsque j'ai vu dans un journal télévisé un reportage qui présentait la dictée créole au Lycée Acajou. En effet, mon attention a été attirée par le fait que l'intervenante a précisé que la dictée allait se faire sur un texte de Jean Claude Louis Sydney, qui est là avec nous aujourd'hui, et qu'elle a lu les deux premières phrases, qui évoquaient une promenade dans le quartier «La démarche», avec des enfants de l'Association Passerelle.

Et comme par un heureux hasard, juste derrière Jean Claude, j'aperçois Frédéric Maitrel, qui est un cadre de l'Association Passerelle. Cette association qui fait un travail remarquable à l'intention des parents et des enfants dans le domaine de l'éducation, mais qui se préoccupe également de la mise en valeur de nos atouts culturels dans divers domaines, comme par exemple celui de la connaissance de nos plantes et de notre environnement. C'est dans ce contexte qu'avait été organisée une randonnée pour mieux connaître le quartier «La démarche», pour aller à la découverte de certaines mares, pour comprendre les méthodes et les techniques utilisées pour la production agricole dans ce quartier tout en hauteur.

Et c'est précisément le texte qu'ils avaient réalisé pour rendre compte de cette intéressante initiative qui a été retenu pour la dictée créole. Je ne peux m'empêcher de trouver dans cette heureuse coïncidence, une indication tout à fait significative d'une réelle avancée du travail réalisé par les uns et les autres pour la langue créole. Et je dis cela en pensant aussi à toutes les autres initiatives de ce genre, mises en œuvre par des enseignants, des associations ou des municipalités à travers leurs services culturels. En cherchant bien, vous verrez qu'il y a somme toute une bonne dynamique en ce domaine, avec la connaissance de l'histoire, la pratique du jardin créole, l'éveil à l'environnement et bien d'autres choses encore. Il y a donc un avancement du travail pour le développement de la langue créole, mais également de l'environnement culturel qu'elle suppose. De toute évidence, il y a là bien

des éléments pour nous encourager à poursuivre la tâche.

Et je termine mon petit tour des intervenants de ce «Kabéché» avec Georges Dru, qui représente le regroupement LLKM, qui signifie «Lyannaj pou Lang kréyol Matinik», qui a bien mis en évidence dans son intervention, la nécessité de développer le travail associatif, pour mettre en œuvre dès maintenant, et par nous-mêmes, notre volonté de faire concrètement avancer les choses.

Il a insisté, avec juste raison, sur le fait qu'il faut donner au travail associatif un élan suffisant, pour que nous puissions parvenir, par notre propre dynamisme, à faire face à certaines difficultés qui persistent encore, du fait même de notre histoire. C'est un fait d'évidence que la langue a dû se battre pour être reconnue, et que l'entreprise de dévalorisation mise en œuvre par la domination coloniale a eu le temps de provoquer un certain nombre d'effets. Mais il a aussi précisé qu'il y a de l'autre côté, le constat que l'accélération de la modernité dans ses aspects technologiques, sociaux et comportementaux peut faire peser un certain nombre de menaces sur l'évolution de la langue créole. Et c'est face à cela que la démarche de «lyannaj» qui a été mise en œuvre trouve toute sa signification, et toute son importance. Cela signifie qu'au-delà des progrès incontestables que nous avons mis en évidence sous divers aspects, il reste indispensable de poursuivre les efforts, pour continuer à construire la langue créole en s'appuyant sur ses potentialités propres, en sauvant de l'oubli tout ce qu'elle a pu créer d'original, mais en étant aussi capables de conquérir les espaces nouveaux du monde moderne.

Je tiens d'une manière plus large à rendre hommage à toutes les personnes qui travaillent de manière concrète et pratique dans divers domaines, il faut savoir que c'est l'activité de tous qui parvient en définitive à faire avancer les choses. Quand nous sommes tous ensemble cela forme une équipe si vous voulez comme au football, celui qui est l'avant marque le but, mais c'est l'équipe qui a gagné; parce que celui qui est derrière s'est chargé d'empêcher la montée de l'équipe adverse, et à l'occasion, le gardien a pu arrêter un tir qui aurait pu changer le cours des choses. C'est parce que chacun accomplit chacun sa tâche que l'ensemble avance.

Après ce tour d'horizon, je me propose maintenant de vous dire quelques mots plutôt philosophiques sur la langue créole.

La première chose, c'est que la langue créole a servi par la force des choses à unifier nos ancêtres africains déportés et séparés de force de leur culture d'origine. C'est donc là une première forme de création pour résister à la domination. C'est aussi un élément fondamental qui a constitué une base pour notre développement identitaire, et dès lors pour notre développement culturel, à travers les représentations, les rapports avec la nature, les relations et les pratiques sociales, les comportements individuels, ainsi que les activités de production, avec les savoirs et les savoirs faire qui y sont liés, sans oublier les créations artistiques, notamment les chants et les danses. C'est à travers la langue créole que se sont élaborés les paroles et les écrits qui établissent les traces de ce parcours. Et c'est cette richesse accumulée au fil du temps, qui, en s'inscrivant dans les mémoires, donne à notre existence une densité particulière, en nous permettant aussi d'entrer en relation avec les autres peuples, sur le mode d'un échange enrichissant.

Mais bien entendu, cela n'entraîne pas dans les perspectives de la domination coloniale.

Et c'est pour cette raison, et d'autres encore, qu'a été mis en œuvre, à une époque que tout le monde garde en mémoire, un dispositif visant à interdire l'usage du créole dans les écoles, allant de pair avec un processus systématique de dévalorisation.

Mais la réalité et l'histoire ont fini par montrer qu'une telle entreprise, visant en définitive à éradiquer l'expression de la culture qui résultait de notre parcours historique, ne pouvait s'accomplir aussi aisément. La conscience de la nécessité de résister à ce processus d'éradication culturelle s'est d'abord développée et renforcée chez les militants, et par la suite, nous avons vu se développer les démarches de consolidation chez les universitaires et les enseignants. Ce sont des choses dont nous avons tous une connaissance précise et documentée, il n'est pas nécessaire que je développe davantage sur ce point. Retenons tout de même qu'il nous faut saluer d'un même élan l'engagement des militants qui ont ouvert les chemins de la conscience, et l'action des professionnels de l'éducation qui ont élaboré les outils nécessaires pour la consolidation de la langue créole.

C'est dans le même sens que je pense qu'il est intéressant de signaler la manifestation organisée par la CTM autour de la langue créole, avec une exposition réunissant toutes les productions dans ce domaine, des conférences, des interventions artistiques etc. C'est là aussi une chose significative, car cette institution résulte elle-même d'une avancée dans le processus de responsabilité politique, qui est une chose tout à fait indispensable pour que nous soyons en mesure d'orienter nos actions dans un sens qui nous soit favorable. Nous en avons déjà une certaine préfiguration avec les dispositions prises pour la commémoration officielle des dates importantes de notre histoire.

De ce point de vue, je considère que les avancées dont nous avons parlé tout au long de notre intervention, ne pourront passer véritablement à un niveau supérieur, qu'avec une volonté politique consciente du peuple martiniquais.

Je conclurai mon propos en disant qu'il est manifeste que nous sommes aujourd'hui dans une situation qui résulte bien entendu de tout ce parcours, mais qui est aussi conditionnée par l'évolution actuelle du monde. Cela pose la question de la manière dont les nouvelles générations qui arrivent réaliseront la prochaine étape. Une chose est sûre, il nous faudra continuer à leur donner les moyens d'y faire face. Il s'agit donc d'enseigner le créole, mais aussi le protéger contre différents écueils qui, paradoxalement peuvent naître des nouveaux contextes dans lesquels nous nous trouvons.

Mais une chose est sûre, c'est le développement de l'écriture et de la lecture qui fait passer une langue de l'enfance à l'âge adulte. C'est cela qui préserve et fortifie son pouvoir de conservation de ce qui a été fait, de même que son pouvoir de création d'idées, de concepts, de poésie, de littérature, de développement scientifique, et bien entendu de création artistique.

C'est cela qui influe positivement pour que la langue ne soit plus simplement le moyen par lequel on exprime ses humeurs et ses sentiments spontanés, mais aussi l'instrument qui favorise la communication des pensées et instaure une relation apaisée entre les individus. Si je suis tout à fait persuadé que les choses ont bien avancé, je pense cependant que nous devons rester très vigilants et déterminés pour mettre en œuvre les dispositions pour pouvoir aller plus loin. ■

CONNAITRE NOTRE ÉCONOMIE

NOU KA PWODUI, NOU KA ÉTIDIÉ, NOU KA MODERNIZÉ

Nous consacrons notre rubrique à la présentation des musées de la Collectivité Territoriale de Martinique. Ce mois-ci, nous avons rencontré un responsable, qui nous présente le Musée d'Archéologie Précolombienne et de Préhistoire de la Martinique.

APAL : Quand et dans quelles conditions a été créé le Musée d'Archéologie Précolombienne et de Préhistoire de la Martinique; que peut-on dire du lieu, du bâtiment ; quels sont les objectifs ?

Le Musée d'Archéologie Précolombienne et de Préhistoire de la Martinique est abrité dans un ancien bâtiment de l'Intendance Militaire. Cet immeuble achevé en 1898 est l'un des témoignages du passé militaire de Fort de France, ville de garnison. L'immeuble fut proposé à l'Assemblée Départementale sur rapport de Monsieur le Préfet, en vue de l'installation d'un Musée Départemental. Le 19 juillet 1968, le Conseil Général votait le principe de l'acquisition (C.G. 82-62) et la Commission Départementale nommait son premier directeur : Monsieur Mario MATTIONI.



Le nouveau Musée d'Archéologie, d'Histoire, d'Arts et Traditions Populaires fut inauguré le 28 Décembre 1970 et ouvert au public le 4 janvier 1971. En 1983 il prit le nom de Musée d'Archéologie Précolombienne et de Préhistoire de la Martinique, premier musée contrôlé de la Martinique (contrôle scientifique de la Direction des Musées de France).

Il obtient en 2003 le label «Musée de France». Depuis sa rénovation en 2011, il invite les visiteurs à avoir une vision globale de l'Homme amérindien convoquant ainsi plusieurs disciplines: archéologie, anthropologie, histoire, botanique, linguistique.

La scénographie présente 6 salles thématiques, s'articulant autour d'images, de sons, de mots et d'objets précieux issus des civilisations amérindiennes. Le site est doté d'un ascenseur permettant la visite aux 2 niveaux avec une accessibilité aux personnes à mobilité réduite côté rue Blénac.

UN MUSÉE AU SERVICE DE LA CONNAISSANCE ET DE LA DIFFUSION

Des offres pédagogiques :

Le Musée facilite l'accès des enseignants et des élèves du primaire et du secondaire à ses ressources dans les domaines suivants :

- L'animation pédagogique
- L'action culturelle (réalisation de livrets d'accompagnement, d'expositions, de dossiers thématiques visibles sur des supports numériques...)
- L'encadrement des enseignants (préparation des visites, accompagnement de projets pédagogiques...)
- La conception et la réalisation d'outils pédagogiques.

Des outils pédagogiques

- Des jeux très variés et pour tous les niveaux scolaires ont été régulièrement élaborés : La mémoire d'Iouanacaéra, jeu de l'iguane, Les mots kalinago, jeu Awalé, jeu Coullalaba....
- Des films documentaires sur la problématique amérindienne.

Des expositions temporaires et itinérantes (liste non exhaustive) :

- Une plante connue des Amérindiens : le Giraumon
- Voyage aux pays du chocolat
- Le Gommier un patrimoine antillais
- L'histoire de la Caraïbe à travers un peuple : les Garifunas
- Empreintes amérindiennes
- Arlette Lameynardie
- L'archéologie de la période coloniale à la Martinique

• Actualité de l'archéologie de la période amérindienne ces 10 dernières années.

Des expositions réalisées par des artistes martiniquais (liste non exhaustive) :

- Graines de vie, bijoux de cultures de Nathalie Vidal
- Exposition Corps... de Loïc-Ormar Eugénie
- Transhumance amérindienne : de l'Alaska à la Martinique d'Olivier Fonteau.
- Des ateliers pendant les vacances scolaires (carnaval, pâques) et les grandes vacances
- Des visites guidées et thématiques autour des civilisations amérindiennes
- Un remarquable ouvrage destiné principalement au monde de l'éducation. Il s'agit du livret intitulé «Les Amérindiens des Petites Antilles à travers les sources de la littérature du Vème siècle avant J-C. à nos jours» (2011).

Des études réalisées par des chercheurs de la Caraïbe sur des objets des collections conservés au musée et des sujets concernant la période amérindienne :

- Collier de jade exposé en vitrine
- Parures amérindiennes en matériaux lithiques
- Art rupestre à la Martinique
- Art rupestre de l'Alaska
- Les roches à cupules à la Martinique
- Identité amérindienne de la Martinique
- La préhistoire origine d'un concept
- Le ciel de case : un objet symbolique.

Des rencontres sous forme de conférences avec des chercheurs de la Caraïbe (liste non exhaustive)

- Conférence sur les jès djérié, jé danmyé
- L'origine des premiers américains
- Restauration du patrimoine : les objets archéologiques du Musée d'Archéologie
- Cimetière de l'Anse Bellay aux Anses d'Arlet
- Une roche gravée à Fort-de-France.

Une boutique

Le musée propose aux visiteurs d'acquérir des produits dérivés (colliers, figurines, cartes postales...) ainsi que les catalogues réalisés par ses soins.

APAL : Que peut-on trouver comme collections ? D'où viennent les objets exposés ?

Le Musée d'archéologie propose environ 4000 ans d'histoire amérindienne. L'essentiel des collections est constitué de près de 3000 pièces archéologiques précolombiennes ; une collection réputée la plus riche et la plus diversifiée des Petites Antilles, notamment pour la période du 1er au VIIIème siècle ap. J. C. À côté de cet ensemble archéologique, existent un fonds iconographique, un fonds ethnographique constitué d'objets de Dominique, de Guyane, du Venezuela ainsi qu'une collection d'orfèvrerie de Colombie.

APAL : Y a-t-il des expositions et un programme culturel qui accompagnent la visite du musée ?

Le programme culturel est varié tout au long de l'année et s'adresse à tous les âges. Nous avons des ateliers pendant les vacances scolaires : vannerie, calebasse, céramique, création de bijoux. Il y a des séances «cinéma au musée», éveils musicaux à partir du bambou. L'objectif est de susciter une prise de conscience par les jeunes générations de la valeur de nos héritages culturels et naturels.

Plusieurs expositions sont prévues en 2020 : l'artisanat guatémaltèque, Louis Allaire, un pionnier de l'archéologie amérindienne à la Martinique, la restauration des collections céramiques du Musée d'Archéologie lors des Journées du Patrimoine en septembre, l'art rupestre en Alaska au mois de décembre. La Nuit des Musées est consacrée à la diffusion et la promotion d'œuvres d'art. Au mois d'octobre, en liaison avec la Semaine Bleue, nous proposons des activités en partenariat avec les clubs de personnes âgées.

APAL : Quelle est la fréquentation, le type de visiteurs, les jours et horaires d'ouverture ?

Le musée est ouvert le lundi de 13h à 17h, du mardi au vendredi de 8h à 17h et le samedi de 9 à 12h.

Une gratuité est proposée aux enseignants, accompagnateurs et élèves en période scolaire. L'accès au Musée est gratuit tous les derniers samedis du mois, lors de la nuit des musées, des journées du patrimoine et pour la journée Grandes vacances aux musées. En 2019, nous avons eu 8 182 visiteurs, dont 4 483 touristes et 3 699 résidents. ■

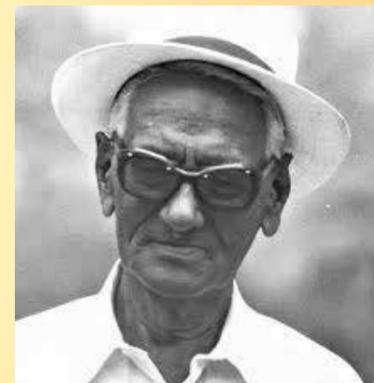
Centre culturel - Tiers-lieu Antoine Tangamen dit «Zwazo»

Le 7 août 2020, la Collectivité territoriale de Martinique a procédé à la dénomination du centre culturel Antoine Tangamen dit «Zwazo», en présence d'une forte délégation de la communauté indienne, de la famille, des élus et du Président du Conseil Exécutif. Ce centre se situe à Basse-Pointe, sur l'habitation Gradis.

Jusque là, ce centre culturel portait le nom des anciens propriétaires des lieux, la famille Gradis, une famille d'armateurs et de négociants installée à Bordeaux en 1495 et qui a bâti sa fortune sur le commerce et la traite négrière au XVIIIème siècle. Cette famille originaire du Portugal, chassée de la péninsule ibérique à la suite des édits d'expulsion des juifs, a fondé une importante maison de commerce de vins, spiritueux et toiles. Elle a armé plusieurs bateaux pratiquant le trafic négrier sur les côtes africaines. L'habitation Gradis couvrait près de 300 hectares entre 1775 et 1790.

En donnant au centre culturel le nom d'Antoine Tangamen, la Collectivité territoriale de Martinique entend ainsi rendre hommage à ces Martiniquais d'origine indienne, dont les nombreux apports participent de la richesse de la culture martiniquaise. Antoine Tangamen (1902-1992) est un personnage important pour la communauté indo-martiniquaise. Cet homme a grandi et passé toute sa vie sur l'habitation Gradis où il a exercé les tâches des «ti-bann», coupeur de cannes, conduite de cabrouets, sarclage, avant de devenir maître commandeur sur la plantation. Il fut un témoin des mutations de la société d'habitation au XXème siècle. Antoine Tangamen a été un prêtre particulièrement respecté dans la communauté indienne, officiant dans les nombreux temples hindous de la Martinique. Il faisait partie des derniers prêtres hindous (Vatialou) pratiquant la langue tamoule, chanteur du Ramayana, interprète des paroles sacrées. Il a participé à la conservation et à la transmission des rites et des chants de la religion indienne. Deux univers ont coexisté en lui, l'univers de la plantation martiniquaise post-esclavagiste et l'univers culturel hindou.

Le centre culturel Antoine Tangamen dit «Zwazo» est propriété de la Collectivité territoriale de Martinique depuis 2016. Il a ouvert ses portes en 2018. Espace dédié à la culture et aux arts, plus spécifiquement en direction du jeune public scolarisé dans le Nord-Atlantique, il s'oriente vers le concept de Tiers-Lieu, espace ouvert à tous où des personnes de toutes conditions se rencontrent sur des thématiques diverses et variées. Des actions innovantes ont été entreprises autour de la gastronomie, les jeux de société, les randonnées, les rencontres solidaires en direction des publics dits empêchés.





Elections aux Etats-Unis : contexte et bilan

Les élections présidentielles aux Etats-Unis se sont déroulées, nous avons voulu à la fois présenter le contexte électoral aux Etats-Unis et aussi exposer la logique de la politique de Trump et de la fraction de l'oligarchie étatsunienne qui le soutient.

Contexte électoral

Comment sont financés les candidats?

Pour un candidat étatsunien, il existe deux moyens de financer sa campagne électorale: les dons privés et les fonds publics. Les fonds publics sont très peu utilisés car ils sont soumis à des règles contraignantes. Tous les candidats privilégient donc les financements qui proviennent de donateurs privés, d'entreprises, de lobbies, via notamment ce qu'on désigne comme les «Super PAC.»

Super PAC ?

PAC signifie Comité d'Action Politique. Ce sont des comités de soutien qui lèvent des fonds pour financer des campagnes publicitaires, des actions en faveur ou en défaveur d'un candidat. Aux Etats-Unis, l'argent dans les élections présidentielles est prédominant si bien que les records de dépenses sont battus d'élections en élections. En 2016 le président étatsunien Trump avait rassemblé 169 millions de dollars dont 54 millions provenaient de son patrimoine personnel. Sa rivale, Hillary Clinton, avait réussi à récolter 386 millions de dollars.

Les partis

Depuis quelque 150 ans aux Etats-Unis, deux partis ont monopolisé les jeux électoraux et l'alternance au gouvernement. Comme on le sait, il s'agit du Parti démocrate et du Parti républicain. Comme un journaliste l'a affirmé il s'agit d'un jeu sans enjeu. Parce que ces partis n'offrent de réelles alternatives politiques. Si vous vous intéressez aux questions politiques aux Etats-Unis, il semble qu'il y ait deux factions politiques principales (démocrates et républicains) qui sont en très fort désaccord l'une avec l'autre. Au-delà des insultes et des débats passionnés, ces deux factions sont en fait totalement en accord l'une avec l'autre. Il faut néanmoins gagner les élections et donc pour intéresser le citoyen ils ont l'art, il faut le reconnaître. L'art de la démagogie sans limite pour développer la peur, les craintes et une agitation passionnelle chez le citoyen étatsunien.

Le parti républicain est un parti qui réunit une partie de la droite étatsunienne et l'extrême droite. Le discours officiel de ce parti est classique. Il est antisindical, opposé au contrôle des armes, aux augmentations de salaire et aux droits des femmes. Il s'oppose aux réglementations commerciales et aux impôts sur les sociétés et les banques et enfin il nie la réalité même du changement climatique. Dans la clientèle captive des républicains il y a bien sûr les évangélistes pro sionistes mais aussi les habitants des régions les plus pauvres des Etats-Unis (à part les ghettos noirs et les réserves indiennes). On peut se demander comment ces gens peuvent-ils faire confiance à ce parti ouvertement au service des ultrariches. Le discours républicain est parfaitement adapté pour les séduire. D'abord ne pas parler d'économie et de politique, mettre en avant les questions culturelles et sociales. Rabâcher le vieux message religieux, homophobe et raciste, contre l'avortement, les politiques d'immigration et pour le port d'armes.

Le parti démocrate lui n'a rien d'un parti de gauche dont l'objectif serait l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs. C'est le parti d'une couche sociale qu'il dénomme lui-même «classe créative»: les médecins, les ingénieurs, les avocats, journalistes, fondateurs de start-ups et cadres de la Silicon Valley. C'est cette classe qui

contrôle le Parti Démocrate aujourd'hui, et qui impose son programme néolibéral en matière d'économie.



La présidence de Barack Obama illustre bien la nature du parti. Les Démocrates au pouvoir en 2008 pendant la crise financière se trouvaient, dans une situation parfaite pour réformer l'économie en profondeur puisqu'ils contrôlaient le Congrès. Obama s'est rangé du côté des banquiers et de Wall Street. Les banques ont été sauvées, les politiques néolibérales ont été renforcées, les traités de libre-échange multipliés mais les conditions de vie des classes populaires ont largement empiré. Les conditions étaient remplies pour l'arrivée de Trump.

Bernie Sanders, candidat aux primaires démocrates, affirme textes à l'appui que son programme est un programme démocrate classique inspiré de Truman et de Kennedy, deux anciens présidents démocrates. Que Bernie Sanders soit alors marginalisé et traité par les dirigeants du parti démocrate de candidat d'extrême gauche en dit long sur le positionnement actuel du parti démocrate.

La clientèle du parti démocrate c'est depuis quelques décennies les cadres diplômés et les noirs. Mais les noirs sont de moins en moins dupes, certains continuent de voter démocrate par dépit, comme moindre mal pour s'opposer ainsi aux républicains mais de plus en plus ils s'abstiennent. Ils savent que le parti démocrate a fait voter des lois scélérates qui ont permis l'incarcération en masse des jeunes noirs. Ils savent que Obama et Joe Biden ont augmenté le budget pour militariser la police de 2400% le quel matériel militaire a été utilisé principalement contre les communautés noires et latino.

Quelques éléments du bilan de Trump

Trump termine son mandat dans un contexte peu favorable à sa réélection. La pandémie, la dépression économique et le soulèvement des afro-étatsuniens contre non seulement le racisme de la police mais plus globalement le racisme d'Etat en sont les principales causes. Quand on parle de Trump toute une série de qualificatifs fusent. Il serait fou, grossier, vantard, arrogant, raciste, etc. Il nous faut néanmoins essayer de trouver la logique de la politique qu'il a conduit.

Depuis la prise de fonction de Barack Obama, en janvier 2009, le taux de croissance aux Etats-Unis est faible (1,5% par an, en moyenne) avec une dette de 19 trillions de dollars (19 milliards de milliards, 19 suivi de 12 «0»), un chiffre supérieur au PIB étatsunien. Situation économique caractérisée par une augmentation inédite des inégalités sociales illustrée par ce que les journalistes appelaient la loi 20-60-20, les 20% les plus riches ont vu leurs revenus augmenter, les 20% les plus pauvres ont eu des revenus en baisse avec une véritable paupérisation d'une partie de la population. Enfin les 60% intermédiaires ont

constaté une stagnation de leurs revenus. Trump et son gouvernement décide d'utiliser les principaux outils dont il dispose pour une «America great again» la puissance militaire et la puissance financière. Il fait pression, le mot est faible pour obliger près de 100 pays à augmenter leurs importations de marchandises étatsuniennes pour inverser l'énorme déficit commercial des Etats-Unis. Pression de même nature pour garder le privilège monétaire du dollar dans les transactions commerciales. C'est la stratégie choisie par Trump pour inverser le déclin de l'industrie étatsunienne. Il a essayé d'utiliser son arme financière (banques, des bons du Trésor, Wall Street FMI et banque mondiale). Il a également cherché à préserver la suprématie technologique des Etats-Unis en augmentant les droits de propriété intellectuelle, en créant de nouvelles taxes pour les brevets, afin d'augmenter les bénéfices captés par la commercialisation de ces services au profit des transnationales technologiques étatsuniennes.

Le contexte intérieur et à l'extérieur, l'arrivée d'un concurrent puissant, la Chine, ont aiguisé les contradictions dans l'oligarchie étatsunienne, qu'on peut en première approximation diviser en deux camps, les mondialistes et les américanistes qui veulent se recentrer sur le continent pour reprendre de forces et repartir à la conquête du monde. Cette division traverse le parti républicain, Trump est dans le camp américaniste et la direction du parti démocrate (Obama, Clinton Biden) est pro-mondialiste. Dans l'oligarchie mondialiste on trouve en avant les transnationales du commerce, de la technologie et de la communication (Microsoft, Google, Facebook, Amazon, City-Group, Wall Mart), dans l'autre camp les compagnies pétrolières, les producteurs agricoles (soja) et plus généralement les entreprises axées sur le marché intérieur (Exxon Chevron, General Electric, Bank of America).

Dès son arrivée à la présidence, Trump a rempli ses engagements envers le secteur de l'acier, le complexe militaro-industriel et les sociétés industrielles, mais il a également ouvert son cabinet à Wall Street et aux mondialistes. Les différends entre les deux groupes à l'intérieur du parti se réglaient par des batailles et des changements de ministres.

Pour «America great again» Trump a mené une politique mercantiliste combinant la protection du marché national et une présence plus forte dans le commerce mondial. Cela par la guerre commerciale, les barrières douanières, sans bien sûr limiter la libre circulation des capitaux qui enrichissent les financiers étatsuniens, secteur clé de la puissance étatsunienne. Il a notamment préservé les réseaux numériques mondialisés dont les entreprises de haute technologie ont besoin. Il a restreint le marché étatsunien aux rivaux étrangers, mais a maintenu la primauté du dollar dans une économie mondialisée.

La Chine étant l'adversaire principal il a essayé une stratégie millénaire en tentant de s'associer avec la deuxième puissance dans l'ordre des ennemis (la Russie) pour affaiblir l'ennemi principal (la Chine). Cela n'a pas marché. Trump a exigé de Xi Jinping qu'il réduise le déficit commercial des Etats-Unis envers la Chine et a obtenu certaines concessions, mais à chaque fois il a augmenté les enchères en criant victoire. Tout en présentant ses agressions sous des prétextes de sécurité nationale et des accusations de piraterie, il a surtout cherché à freiner les progrès technologiques de la Chine en matière de transmission de données (5G) et d'intelligence artificielle. La méthode utilisée contre la Chine est celle utilisée par Reagan pour asservir le Japon. Dans les années 1980, le Japon a été contraint de restreindre

ses exportations, de réévaluer sa monnaie (le yen) et de financer le Trésor étatsunien. Cette subordination a conduit à une stagnation de l'économie japonaise qui perdure.

En résumé la stratégie de Trump reposait sur la discipline de ses alliés (Australie, Arabie Saoudite, Israël), la subordination de ses partenaires (Europe, Japon) et la complaisance d'un adversaire (la Russie) pour forcer la capitulation d'un autre (la Chine). Mais Trump n'a pas réussi à réaliser son plan et le «great again» attendra. Pour être exact certaines exigences de Trump ont connu le succès: La France a modifié son projet de «taxe Google», l'Allemagne a réduit ses exportations pour conserver sa part du marché automobile et plusieurs membres de l'Union européenne ont accepté d'acheter plus de soja ou d'essence étatsuniens, le Japon a accepté d'ouvrir davantage son marché intérieur. Mais aucun membre de la coalition occidentale n'a renoncé à ses contrats avec la Chine ou à sa participation à la Route de la soie. Les conflits se sont intensifiés avec la demande étatsunienne d'une rupture commerciale avec l'Iran. Les grandes transnationales françaises et allemandes (Total, Renault, Volkswagen, Siemens, Daimler) ont opposé leur veto à la perte du marché iranien exigée par Washington. L'affrontement en cours sur le gazoduc Nord Stream 2 qui reliera la Russie à l'Allemagne est beaucoup plus grave. Pour défendre les fournisseurs étatsuniens de gaz liquide, Trump conspire avec ses vassaux (Ukraine, Pologne) pour empêcher l'inauguration d'un projet presque achevé. Cette situation place l'Allemagne dans le dilemme de capituler ou d'affronter Trump.

Trump, américaniste, a été actif en Amérique latine. La balance commerciale des Etats-Unis avec le sous-continent est bénéficiaire, néanmoins Trump a exigé des pays du sud une augmentation de leurs achats aux Etats-Unis et a établi de nouvelles restrictions sur leurs importations. Au Brésil son allié, il a exigé la présence des Etats-Unis dans le secteur aéronautique (secteur performant) et dans les appels d'offres de travaux publics réservés d'habitude aux entreprises locales. Il n'a pas réussi à freiner la présence chinoise dans la région, même Bolsonaro ne peut accepter de perdre un client (la Chine) qui absorbe 40% des exportations brésiliennes.

La suprématie militaire est le principal instrument dont disposent les Etats-Unis pour tenter de retrouver leur leadership économique. Comme tous les autres présidents étatsuniens les penchants guerriers de Trump sont avérés. Il a relancé la guerre des étoiles avec un budget record, a repris les essais de missiles et a rompu le traité de désarmement nucléaire. Il a maintenu les bombardements en Syrie et en Irak, et a testé une méga-bombe d'une portée sans précédent en Afghanistan.

Le harcèlement de la Chine était sa priorité militaire, il a complété les pressions commerciales par un large déploiement de la flotte du Pacifique étatsunienne et a exigé la démilitarisation des récifs de la mer du Sud, afin de briser le bouclier défensif de la Chine. Comme provocation il a ajouté l'arrestation de fonctionnaires de Huawei, la fermeture de consulats chinois, l'alimentation des contradictions à Hong Kong et le parrainage de l'indépendance taïwanaise.

Ce que nous avons exposé comme étant quelques éléments de la politique de Trump montre qu'il ne s'agit pas du programme d'un fou et cela nous donne un aperçu de la suite s'il est réélu. Si ce n'est pas le cas c'est le projet mondialiste qui sera à l'œuvre et les périls pour tous les peuples du monde ne seront pas moins tragiques. ■

Les fouilles archéologiques en Martinique

Le Service régional de l'archéologie (SRA) de la Direction des affaires culturelles de Martinique (DAC) a publié le Bilan Scientifique Régional 2017. Ce document d'une cinquantaine de pages rend compte des opérations de recherche archéologique réalisées sur le territoire de la Martinique au cours de l'année 2017.

24 opérations archéologiques de terrain ont été réalisées. On peut citer la grotte de l'Îlet Chancel (Robert), le Morne Castagne (Trinité), la plage de Dizac (Diamant).

En milieu urbain, l'angle de la rue Pory-Papy et la place Jules-Grévy au Carbet, la rue d'Orléans à Saint-Pierre, le Calvaire (Fort-de-France). Des fouilles ont été poursuivies sur d'anciennes habitations-sucreries : Maupéou (Rivière-Salée), Château Dubuc (Trinité), l'Anse à l'Ane (Trois-Îlets), Morne l'Etoile (Saint-Pierre). Nous nous arrêtons sur le cimetière d'esclaves de l'Anse Bellay et sur les fours à chaux.

Le cimetière d'esclaves de l'Anse Bellay (Anses-d'Arlet)

L'Anse Bellay se trouve sur le territoire de la commune des Anses-d'Arlet, à la frontière avec les Trois-Îlets. La première intervention archéologique date de 2013. Depuis, 32 sépultures ont été étudiées.

Nous sommes sur un site naturel protégé géré par le Conservatoire du littoral. Implanté sur le cordon littoral, le cimetière est en partie détruit par la montée du niveau marin, phénomène qui a permis sa découverte. Sa surface conservée est estimée à 70 m², soit

entre 70 et 100 tombes, mais le cimetière est menacé à terme par l'érosion marine.

Les individus sont inhumés sur le dos, excepté un sur son côté droit, chacun dans une fosse, les membres inférieurs en extension. L'orientation préférentielle est est-ouest, avec la tête à l'ouest, mais neuf individus sont inhumés selon l'axe nord-sud. Plusieurs recoupements ont été observés, indiquant une durée d'utilisation relativement longue du lieu funéraire. Ceux-ci sont traités en réduction, c'est-à-dire que les ossements mis à jour par les fossoyeurs sont redéposés dans la tombe de l'individu pour lequel elle est creusée, gestes coutumiers des enterrements actuels.



Sépulture, un enfant, de 1 à 4 ans, repose sur le dos, la tête au nord-est, en pleine terre.

Photo extraite du Bilan Scientifique Régional 2017 du Service régional de l'archéologie.

La population inhumée comprend des adultes des deux sexes, jeunes et âgés, des adolescents et des jeunes enfants dont 3 nouveaux nés.

Elle ne montre pas de sélection comme cela aurait été le cas pour un cimetière militaire par exemple. Deux incisives supérieures taillées en pointe révèlent des pratiques initiatiques africaines.

De même que pour les scarifications, il est admis qu'à l'époque coloniale, les individus présentant de tels marqueurs culturels soient

nés en Afrique et aient ensuite été déportés comme esclaves aux Amériques.

Aucun mobilier associé aux défunts, tels que boutons, épingles, médailles ou chapelets, communément retrouvés dans d'autres cimetières d'époque coloniale – notamment celui de Fond Saint-Jacques à Sainte-Marie, cimetière des esclaves de l'habitation des Dominicains – n'a été découvert. L'usage du cercueil n'est pas établi. Les morts sont enterrés dans des lincoils, comme l'indiquent quelques indices taphonomiques concernant les pieds de plusieurs individus. Ce sont des pratiques funéraires catholiques, communes à l'époque coloniale.

Ces premiers résultats – localisation et organisation du cimetière, pratiques funéraires, population – strictement archéologiques, convergent vers l'hypothèse d'un cimetière d'esclaves.

Celle-ci sera complétée par la poursuite des fouilles archéologiques et les études anthropologiques, physiques et biologiques ainsi que par des analyses génétiques et biochimiques de la population exhumée. L'exploration des sources historiques, en cours, la confirmera aussi peut-être. (Thomas ROMON, INRAP, Gourbeyre).

La chauxnerie en Martinique

Un programme de recherche a été initié portant sur la fabrication de la chaux au cours de la période coloniale. Ce programme a commencé en 2015. La première année s'est concentrée sur l'ensemble de la côte atlantique. La mission avait pour buts d'inventorier les sites archéologiques de fabrication de la chaux, de déterminer les

techniques utilisées (de cuisson comme de préparation des matières premières).

La prospection a été réalisée sur 10 communes, du Nord au Sud : Grand-Rivière, Macouba, Basse-Pointe, Le Lorrain, Le Marigot, Sainte-Marie, La Trinité, Le Robert, Le François et Le Vauclin. Elle a permis d'inventorier 43 sites, dont 8 inédits, notamment sur les communes du Robert, La Trinité et Sainte-Marie.

Des structures annexes ont parfois été repérées, notamment des cases à chaux, qui servaient sans doute à entreposer la chaux vive sortie du four, ainsi que des mares et des puits, dont l'eau servait à éteindre la chaux avant son écoulement vers le lieu d'utilisation. Beaucoup de fours sont installés sur le littoral, et certains sont associés à d'anciennes rumeries ou sucreries. La chaux servait en effet à raffiner le sucre, mais aussi à la fabrication du mortier et des enduits pour le bâtiment.

On retrouve une très forte concentration autour de la baie du Robert, entre Sainte-Marie et Le François. Ce secteur protégé des tempêtes pourrait avoir été privilégié pour l'installation des fours sur le littoral. Le four de Bois Pothau au Robert, dont la date de construction est gravée dans la maçonnerie (25 juillet 1766), est l'un des mieux conservés en Martinique, associé à un four ruiné, plus enfoui, qui pourrait être plus ancien.

Les pêcheurs ont souvent été interrogés lors de la prospection. Leurs témoignages ont permis de mettre en lumière le lien existant entre la pêche et la fabrication de la chaux. (Christophe VASCHALDE, Université Paul Valéry, Montpellier). ■

MÉMOIRE DES PEUPLES

Afro-descendants : Chez les « invisibles » de l'Argentine

Exclus d'une société qui se veut traditionnellement "blanche", les Afro-Argentins peinent à faire entendre leur voix. Nous publions un reportage du journal "Jeune Afrique" au cœur d'une communauté qui lutte pour son histoire et sa dignité.

"Vous devriez changer de voie, car même en obtenant les meilleurs résultats au monde, aucun Argentin ne prendra une Noire pour psychologue". Ancienne étudiante en psychologie à l'Université de Buenos Aires, Laura Omega a changé d'orientation professionnelle suite au conseil de son professeur, à la fin des années 1990.

Histoire de violence et de résilience

Petite fille d'esclave, Laura connaît bien l'histoire de sa famille, débarquée à Buenos Aires en 1595, sur un bateau portugais. Introduit en 1588 dans les colonies espagnoles du Rio de la Plata, la traite négrière devait servir à renforcer la main d'œuvre indigène, décimée par l'exploitation forcée et les maladies. Les femmes, "pièces de reproduction" du système esclavagiste, n'étaient pas envoyées à la guerre. Elles ont ainsi pu transmettre leur histoire de mère en fille, restant fidèles à la tradition orale africaine.

Une communauté invisibilisée

Aujourd'hui, l'idée qu'on ne puisse pas être noir et Argentin est encore fortement répandue dans le pays. Pourtant, il fut un

temps où la population était comparable à celle du Brésil voisin. En 1808, trois habitants sur dix de Buenos Aires étaient noirs. Les Afro-Argentins représentaient plus de la moitié de la population dans certaines provinces agricoles. Au XXe siècle, ces derniers auraient littéralement "disparu" du paysage, selon la thèse dominante.



Afrodescendants qui jouent du tambour dans le quartier de San Telmo à Buenos Aires.

Leur participation forcée aux guerres, la fièvre jaune qui a frappé les quartiers noirs de Buenos Aires en 1871 et le métissage seraient à l'origine de ce phénomène.

En réalité, la communauté Afro-argentine a été radicalement "invisibilisée" par l'histoire officielle, et continue à l'être pour l'anthropologue et musicologue Norberto Cirio : "Dès le milieu du XIXe siècle, un projet de blanchissement de la population

a été porté par les fondateurs de la nation. Il fallait créer une "race" argentine blanche, débarrassée des êtres "inférieurs", autrement dit des Noirs et des Indiens".

Puis l'immigration européenne massive, favorisée par la constitution de 1853, a contribué à diluer la part des populations

natives et africaines qui avaient participé à l'édification d'une nation, dont ils étaient désormais exclus.

Les Indigènes ont subi un génocide biologique, les Noirs, un génocide discursif

"L'histoire que l'on enseigne aujourd'hui a été écrite par la génération profondément raciste de cette période, composée d'historiens, de propriétaires de journaux, de députés", analyse le chercheur Norberto Cirio.

Les Indigènes ont subi un génocide biologique, et les Noirs, un génocide discursif", conclut-il. Ainsi, alors qu'on les envoyait mourir pour la patrie, on effaçait les Afro-Argentins du récit national.

Les origines africaines du tango, danse emblème de l'Argentine, ne sont plus à prouver.

Mais il y a des traces que l'histoire officielle ne peut occulter. L'influence des Noirs sur la langue et la culture par exemple, à commencer par le tango. "Nous, Afros, sommes fatigués des spectacles. C'est de l'histoire dont nous voulons parler et de notre réalité aujourd'hui".

Un recensement réalisé en 2010 sous l'impulsion des organisations représentantes, met en lumière que 0,4% de la population se revendique "d'ascendance africaine". Un chiffre en-deçà de la réalité, selon Carlos Lamadrid, secrétaire de l'association Misibamba, qui estime à 2 millions le nombre d'Afro-Argentins.

La création du "Jour de l'Afro-Argentin et de la culture Afro", fixé le 17 avril, est une avancée symbolique, mais insuffisante pour Carlos Lamadrid qui souhaite politiser le débat et redonner une voix aux invisibles. Il souhaite que "la troisième racine de l'Argentine" soit reconnue comme une part intégrante de la société et de son histoire. ■

Ils appellent ça le monde libre

Macron : Sa conception

En janvier 2012, le candidat à l'élection présidentielle François Hollande veut connaître les doléances des oligarques français. Un dîner est organisé pour que François Rebsamen, représentant Hollande, puisse rencontrer des patrons du CAC 40.

La suite est racontée par le journal Le Monde : «Au retour, Rebsamen transmet une consigne claire à Hollande. Il raconte l'entretien : le message qu'ils me font passer c'est, si Hollande est élu, dites-lui qu'on n'a qu'une demande à formuler, que Macron soit secrétaire général à l'économie ; je transmets le message à François Hollande, il me dit : c'est le seul message qu'ils t'ont fait passer? Je lui réponds : «Oui, le seul». Message reçu cinq sur cinq ... A son arrivée à l'Élysée, François Hollande nomme Emmanuel Macron secrétaire général adjoint. Macron homme politique est né, et alors le poulain des patrons du CAC 40, harnaché et dressé par ses parrains, peut alors commencer sa marche vers le pouvoir.

La pandémie des milliardaires

Dans la «grande démocratie étatsunienne», 3 milliardaires Jeff Bezos (Amazon), Bill Gates (Microsoft), et Warren Buffet (fonds d'investissement, Coca-Cola, Gillette) sont ensemble plus riches que la moitié de la population étatsunienne. Avec la pandémie et la faillite de certaines entreprises rachetées par des groupes financiers, ces milliardaires ont vu leur fortune croître de manière accélérée. Entre le 18 mars et le 10 avril 2020, plus de 22 millions de personnes ont perdu leur emploi aux Etats-Unis ; pendant cette même période la richesse des principaux milliardaires a augmenté de 282 milliards. Par exemple en pleine pandémie, selon la banque JP Morgan, Bezos gagnait 3.600.000 dollars de l'heure, alors que le salaire minimum aux Etats-Unis est de 7,25 dollars.

Vaccins-Afrique

Si les Africains ont été prompts à réagir au projet présenté par des chercheurs français pour tester les vaccins anti Covid en Afrique, c'est qu'ils ont quelques raisons et parmi celles-ci le scandale colonial de la Lomidine. Transmise par la mouche tsé-tsé, la trypanosomiase provoque d'importants troubles psychiatriques et neurologiques et, par voie de conséquence, des problèmes économiques pour les colonies, liés à l'absence de main d'œuvre. Français, Britanniques, Belges, Allemands et Portugais n'ont alors qu'une obsession: éradiquer cette maladie.

Une firme pharmaceutique britannique met au point un vaccin. Les Belges l'essaient au Congo, les Français au Cameroun (le pays totalisant le plus grand nombre d'injections : 200 000 personnes en 1952), au Gabon, au Congo, en Oubangui-Chari, en Guinée, en Côte d'Ivoire et en Haute-Volta. Les Portugais en Angola. Malgré les risques, les médecins proches de l'industrie pharmaceutique ont fait de la Lomidine une panacée.

Des campagnes de masse, qui rassemblaient les populations pour des séances de dépistage et de traitement obligatoire, expérimentèrent une nouvelle forme de médecine collective standardisée, qui n'avait d'équivalent nulle part dans le monde, une médecine coloniale donc. Il y eut

de nombreuses victimes et ce sont les révoltes populaires qui obligèrent les puissances coloniales à arrêter leurs campagnes de vaccination.

Bolivie- Washington Post

Le Washington Post, c'est un quotidien étatsunien qui depuis quelques années soutient les agressions impérialistes des Etats-Unis ; Il est depuis 2013 propriété de Jeff Bezos patron d' Amazon.

Sans surprise, ce journal a soutenu la thèse de la fraude électorale, à l'élection présidentielle en Bolivie, fraude qui serait organisée par Evo Morales lui-même. Et donc, qu'il n'y avait jamais eu de coup d'Etat en Bolivie, juste des citoyens honnêtes et courageux qui se sont révoltés contre un grave déni de démocratie.

Mais aujourd'hui aux Etats-Unis même, cette thèse est indéfendable et voilà donc ce qu'écrit ce journal aujourd'hui : «Morales a revendiqué la victoire aux élections d'octobre, mais l'opposition a protesté contre ce qu'elle a qualifié de fraude électorale. Un rapport du 10 novembre de l'Organisation des Etats américains (OEA) a relevé des irrégularités électorales, ce qui «conduit l'équipe d'audit technique à mettre en doute l'intégrité des résultats de l'élection du 20 octobre». La police s'est alors jointe aux protestations et Morales a dû demander l'asile politique au Mexique. Le gouvernement militaire a accusé Morales de sédition et de terrorisme.

Un rapport de surveillance de l'Union européenne a noté qu'une quarantaine d'anciens fonctionnaires électoraux ont été arrêtés et font l'objet d'accusations pénales de sédition et de subversion, et que 35 personnes sont mortes dans le conflit post-électoral.

Les médias ont largement rapporté les allégations de fraude comme des faits. Et de nombreux commentateurs (comme dans notre journal) ont justifié le coup d'État comme une réponse à la fraude électorale. Cependant, en tant que spécialistes de l'intégrité des élections, nous constatons que les preuves statistiques ne soutiennent pas l'allégation de fraude lors des élections d'octobre en Bolivie. Bien sûr, la fraude électorale est un problème sérieux, mais le fait de se fier à des tests non vérifiés comme preuve de fraude (comme l'a fait l'OEA) est une menace sérieuse pour toute démocratie».

Sans commentaire !

Impunité royale

Dans un jugement historique rendu en octobre, cinq juges britanniques dans leur délibéré attestent qu'une politique gouvernementale secrète consistant à accorder l'immunité aux services de sécurité britanniques était «légale». Ce qui signifie que l'État britannique accorde à ses agents et mandataires un «permis de tuer». Ces juges ont donc officiellement reconnu comme «légale», ne soyons pas naïfs, une pratique d'État jusqu'alors secrète.

Les experts des droits de l'homme de l'ONU avaient pourtant appelé les dirigeants britanniques de retirer ce projet de loi qui, selon eux, accorderait aux soldats britanniques une immunité anticipée pour les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité.



Pays des droits de l'homme

Pays des droits de l'Homme, ce serait la France selon la rengaine de Letchimy. Pourtant en quelque mois la France a été condamnée à maintes reprises par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH).

Janvier 2020 : condamnation de la France par la CEDH pour ses conditions de détention dans ses prisons surpeuplées. Celle-ci «constate que les taux d'occupation des prisons concernées révèlent l'existence d'un problème structurel». Sont concernées en particulier les prisons de Nîmes, Fresnes, Nice, Ducos et Nuutania (Polynésie).

Avril 2020 : La France est condamnée pour une interpellation violente du GIPN. Un homme, suspecté d'un délit, est arrêté violemment chez lui sous le regard de sa femme et sa fille. En garde à vue, il ne reçoit aucun soin. Son innocence est reconnue au bout de quelques mois, mais comme d'habitude c'est lui qui a été accusé de «violences et d'actes de barbaries» contre le GIPN. L'arrêt de CEDH met fin aux poursuites.

Mai 2020 : condamnation de la France pour n'avoir pas protégé une petite fille morte sous les «tortures et traitements inhumains» infligés par ses parents, malgré six années de signalement à la justice.

Juin 2020 : La France condamnée pour avoir violé la liberté d'expression de militants pro-Palestine, sanctionnés pour avoir organisé le boycott de produits importés d'Israël.

Juin 2020 : la Cour reconnaît la France comme coupable de huit violations de la convention européenne des droits de l'homme et d'avoir infligé des traitements inhumains à deux enfants âgés de 3 et 5 ans nés à Mayotte et expulsés sans leurs parents.

Juillet 2020 : La France est tenue pour responsable du «traitement dégradant» que des migrants ont subi ce qui témoigne selon les juges d'un «manque de respect pour leur dignité».

Exploits de la presse occidentale

Elle vous a montré

Les charniers de Timisoara,

La fiole d'armes de destruction massive de l'Irak exhibée par Colin Powell à l'ONU,

Les couveuses débranchées du Koweït,

Cuba narco -État,

Les bombardements de la population civile par Kadhafi (6000 morts),

Préparez-vous, le prochain épisode ce sera le génocide des Ouïghours.

Titim bwa sek

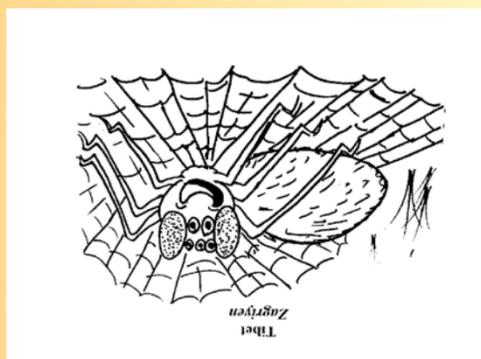
Es ou sav?

Sé pa lapenn

apran mwen fè fil pou man fè

fil fil fil fil....

Si ou pa rivé sav, maté jounal la tèt anba



Mi sa ou pa té sav lai

Extrait de l'ouvrage Titim bwa sek de Daniel Boukman, illustration de Hugues Baspin